

## Sommaire

**Avant-propos.** *L'Étoile du Sud* — 9

**I.** Automne 2011 : le plus grand  
plan social de France — 17

**II.** Sainte alliance à la Libération — 31

**III.** Les trois H montent en puissance — 47

**IV.** Impression et distribution :  
les déchirements de la presse — 59

**V.** Les journalistes managers,  
arroseurs arrosés — 71

**VI.** L'argent de la soumission — 101

**VII.** Le hold-up des holdings — 111

**VIII.** Comment règnent les propriétaires — 123

**IX.** Sept familles n'ont pas dit  
leur dernier mot — 161

**Épilogue.** Tous à la ferme ? — 169

Annexes — 173

Notes — 181

Bibliographie — 187

**Avant-propos.**  
***L'Étoile du Sud***

Sans souci du paradoxe, en 1985, l'année où je débute à *Libération*, embauché par Jean-Marcel Bouguereau et Michel Samson, j'investis également 3 000 francs dans des actions de la Société des lecteurs du *Monde*. Je travaillais à *Libé*, mon rêve de jeune journaliste, et j'aimais *Le Monde*, alors en fâcheuse posture. Des milliers de lecteurs avaient apporté un peu d'argent pour « voler au secours » de son indépendance. Ce journal me régalaît des féroces joutes économiques entre Paul Fabra et Gilbert Mathieu ou des papiers rêveurs d'Yvonne Baby et d'Hervé Guibert. J'admirais son service international et son vaste réseau de correspondants. *Le Monde* était le meilleur journal français pour la politique étrangère, mais il souffrait d'une certaine grisaille : sans aucune photo, souvent pontifiant, peu ouvert sur la société, les faits divers et les modes de vie. *Libé* relevait le défi. Au service Étranger, nous étions plus jeunes, plus réactifs, plus curieux sur l'Amérique latine et l'Asie, moins adeptes de la langue de bois sur Israël et la Palestine, sensibles à la photo d'actualité. Nous préférons le reportage soigné et la brève précise aux analyses conclusives. Avec *Le Monde*, on se « tirait la bourre sur l'actu », comme disent les journalistes. Nous étions souvent meilleurs, au moins à nos yeux. Marc Kravetz et J.-P. Gén , qui dirigeaient le service, y insufflaient des masses d'idées, d'angles, de

## Les patrons de la presse nationale

sujets, de modes de traitement, comme la fameuse page Zoom sur les curieuses mœurs des animaux de la planète publiée le samedi. Avec une belle équipe de correspondants, de reporters, de rubriquards, de documentalistes, de sténos et de secrétaires de rédaction, le service sortait une bonne quinzaine de pages chaque jour. On travaillait beaucoup, on s'amusait tout autant. Nous bouclions le soir l'édition au champagne et ensuite nous refaisions la presse toute la nuit dans les cafés de Barbès ou, quand nous étions en fonds, au *Terminus Nord* ou à *La Closerie*. Pendant une décennie au service Étranger de *Libé*, j'ai exercé les métiers de secrétaire de rédaction puis de chef d'édition. Reporter sous le pseudonyme de Gilles Schiller, j'ai suivi pour *Libération* deux révolutions en 1989, l'une euphorique à Prague et l'autre plus glauque à Bucarest.

Je croyais naïvement, comme la majorité de mes collègues, que *Libé* et *Le Monde* étaient fermement contrôlés par leurs journalistes, qui étaient certes mal payés et durement traités mais avec une liberté de plume à peu près totale. Utilisant le droit de vote de mes six actions à 500 francs, comme 99 % des actionnaires, j'ai porté Alain Minc à la présidence de la Société des lecteurs du *Monde*. Peu connu, il se posait comme homme de gauche, malin, moderne. Il avait plaidé pour l'informatisation de la société avec Simon Nora. Sa fonction était considérée comme honorifique, la Société des lecteurs ne détenant que 10 % du capital du journal, la Société des rédacteurs en conservant plus de 33 %, disposant ainsi de la minorité de blocage et de près de 40 % du capital en s'alliant avec les autres sociétés de salariés, cadres et employés. De plus j'avais la tête ailleurs, à *Libé*, où je passais douze heures par jour. Va pour Minc. Première erreur. En moins de dix ans, Alain Minc est devenu président du conseil de surveillance

du Monde SA, c'est-à-dire patron bis du journal, qu'il a conduit à la faillite, non sans avoir dépouillé au passage la Société des rédacteurs du *Monde* de ses pouvoirs et prérogatives. J'ai le sentiment de m'être fait rouler dans la farine. Mes six actions cotent aujourd'hui 9,78 euros soit 64 francs, 46 fois moins<sup>1</sup>. Surtout, la raison de mon investissement, la défense d'un journal indépendant des groupes financiers pour laquelle j'avais fait confiance à Alain Minc, a été balayée. Si l'on considère comme lui que l'essence du capitalisme est la création de valeur, quelque chose cloche. Eh bien non. Seconde erreur.

Ce livre raconte ce tour de passe-passe et d'autres bons tours du Capital.

Pour en comprendre les racines, il faut remonter à l'après-guerre, à cette France des années 1940 et 1950 où gaullistes et communistes font la loi et donnent à la presse des statuts hasardeux, avec en prime l'héritage d'un syndicat du Livre collabo qu'il fallait blanchir – les gaullistes prennent les rédactions, les communistes, les ateliers et les imprimeries.

Cette France des années 1960 et 1970 qui assiste au triomphe des trois H, Hersant, Hachette et Havas, et au début du contrôle de la presse par de grands groupes industriels, à commencer par Matra-Lagardère, l'un des plus importants marchands d'armes de France, allié d'Hachette, la « Pieuvre verte ». Cette France des années 1980 qui permet au président de la République François Mitterrand, l'ami des Bettencourt (L'Oréal, l'un des plus gros annonceurs de France) et de Robert Hersant (*Le Figaro* et des dizaines de quotidiens régionaux), d'enterrer les lois anticoncentration que son propre gouvernement avait fait voter en 1984. Et de donner Canal + et la Cinq à ses amis personnels, André Rousselet et Jean Riboud. Autres temps, mêmes mœurs.

## Les patrons de la presse nationale

Cette France des années 1990 où triomphent les journalistes managers, Jean-Marie Colombani au *Monde* et Serge July à *Libé*. Rendus bouffis d'orgueil par les flatteries des coteries, se poursuivant à distance sur les plateaux des télévisions et dans les studios des radios, ils précipitent la presse à sa perte. Pour démettre leurs rédactions, ils se jettent dans les bras des patrons.

Cette France des années 2000, enfin, où la presse n'est plus qu'un investissement efficace, rentable et utile aux grands patrons. Utile pour faire passer les messages entre puissants, efficace dans le contrôle idéologique et la pression de la publicité. Mais surtout investissement rentable, car les pertes des journaux, noyées dans des océans de profits, permettent de payer moins d'impôts. Ces patrons richissimes, Bernard Arnault (1<sup>re</sup> fortune de France), François Pinault (5<sup>e</sup>), Serge Dassault (6<sup>e</sup>), Vincent Bolloré (10<sup>e</sup>), Arnaud Lagardère (96<sup>e</sup>) ou le nouveau venu Xavier Niel (12<sup>e</sup>), et quelques autres, auront mis la main en une quinzaine d'années sur la presse nationale, du *Figaro* au *Monde*, des *Inrockuptibles* au *Point*, de *Télérama* à *Libération*, sans oublier *Les Echos*. En maintenant sous perfusion la plupart de ces titres, ils leur ont coupé les ailes, les installant dans une morne plaine de sujets rabâchés, d'angles médiocres, de reportages hâtifs, d'enquêtes inachevées, de colloques bavards – jurant œuvrer pour la démocratie et couinant dans les dîners en ville que la presse les ruine. Edwy Plenel, le fameux « trotskiste culturel », alors directeur de la rédaction du quotidien, dira un jour à Alain Minc : « *Le Monde*, c'est votre mitzvah<sup>2</sup>. »

\*\*\*

J'ai toujours voulu être journaliste. Adolescent bouffeur de papier, je dévorais *Pilote*, me délectais du « Grand Duduche » de Cabu et de « La rubrique à

## **I. Automne 2011 : le plus grand plan social de France**

Un gros titre en blanc sur fond noir, « *La Tribune* vous salue bien » : d'épaisses flammes dévorent la dernière une du quotidien *La Tribune*, le 30 janvier 2012. Sinistre point final pour une nouvelle fournée de journalistes parisiens, bons pour Pôle emploi ou pour aller gagner moins ailleurs.

Depuis quelques années, les bureaux de *La Tribune* se trouvaient rue Oradour-Sur-Glane, le long du périphérique, du côté du Parc des expositions de la porte de Versailles. Funeste destin que de finir à Oradour-sur-Glane, écrit dans ce dernier numéro Isabelle Croizard, l'une des rares journalistes à avoir vécu toutes les époques de *La Tribune*. « Six actionnaires majoritaires, onze directeurs de la rédaction, une bonne douzaine de directeurs généraux » : ce constat vaut tous les bilans de faillite. Ailleurs, page 8 de ce dernier numéro, Aurélie Filippetti, alors « Mme médias » de la campagne de François Hollande, annonce vouloir rétablir l'indépendance des médias en cas de victoire de son candidat – sans dire ni comment ni à quelle échéance. Les socialistes ont toujours aimé les paroles en l'air<sup>4</sup>.

Ce dernier numéro n'a pas de quoi chagriner le propriétaire de l'empire du luxe LVMH, Bernard Arnault, dit le « colin froid », patron de *La Tribune* de 1993 à 2007. Pour lui comme pour ses lieutenants – Pierre Godé, vice-président de LVMH, et Nicolas Bazire,